

GE_GERICHTE ACJC/770/2015 vom 12. Juni 2014

GE Cour de justice, 2014-06-12, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_770_2015

FR: GE_GERICHTE ACJC/770/2015 du 12 juin 2014

IT: GE_GERICHTE ACJC/770/2015 del 12 giugno 2014

Erwägungen

E. 1.1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance, dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions devant l'autorité inférieure, est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 1 let. a et al. 2 CPC). La valeur litigieuse étant, en l'espèce, supérieure à 10'000 fr., le présent appel, motivé et formé par écrit dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision, est recevable (art. 130, 131 et 311 al. 1 CPC).

E. 1.2

Les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte que s'ils sont invoqués ou produits sans retard, ou s'ils ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (art. 317 al. 1 let. a et b CPC). En l'espèce, l'article de presse produit par l'appelant sous annexe VI de son bordereau est recevable, sa publication étant postérieure au jugement querellé. En revanche, les courriers échangés entre les parties en août 2006, ainsi que la liste des coordonnées des bureaux de l'intimée en France, produits par l'appelant sous annexes II, III et V de son bordereau, auraient pu être soumis au premier juge avant que ce dernier ne garde la cause à juger. L'appelant aurait en effet pu produire ces titres à l'appui de son écriture de réponse s'il avait fait preuve de diligence. Il ne sera dès lors pas tenu compte de ces pièces dans le cadre de la présente procédure d'appel, étant ici précisé que les pièces relatives à l'opposition formée par l'appelant aux relevés communiqués par la banque en août 2006 ne

- 6/13 -

C/20866/2013 sont pas déterminantes pour l'issue du litige, puisque ce fait a été admis par l'intimée.

E. 1.3

L'intimée demande à ce que la détermination de l'appelant déposée après que la cause ait été gardée à juger le 2 février 2015 soit écartée de la procédure.

E. 1.3.1

Les parties à un procès ont le droit d'être entendues (art. 29 al. 2 Cst; art. 6 ch. 1 CEDH; art 53 CPC). Cette garantie comprend notamment le droit de prendre connaissance de toute argumentation présentée au tribunal et de se déterminer à son propos (ATF 137 I 195 consid. 2, SJ 2011 I 345). Après la communication d'une détermination, il faut laisser au destinataire un certain temps pour exercer son droit d'être entendu avant de rendre la décision (arrêt du Tribunal fédéral 1B_407/2012 du 21.09.2012 consid. 2.2). La jurisprudence admet une violation du droit de réplique lorsque le tribunal ne statue que

quelques jours après la communication de l'écriture. Dans une formulation plus générale, le Tribunal fédéral a énoncé que l'on ne pouvait en tout cas pas admettre une renonciation au droit de réplique avant l'écoulement d'un délai de 10 jours (ATF 137 I 195 consid. 2.6; arrêt du Tribunal fédéral 5D_112/2013 du 15 août 2013 consid. 2.2.3; 5A_155/2013 du 17 avril 2013 consid. 1.4). La partie à qui l'écriture n'a été transmise que pour information et qui sait ainsi qu'aux yeux du tribunal, la cause est en état d'être jugée, assume le risque qu'une décision soit prise rapidement. Toutefois, le fait qu'un tribunal peut en tout cas rendre sa décision 20 jours après avoir communiqué l'écriture, sans encourir le reproche d'avoir violé le droit d'être entendu, ne signifie pas qu'une détermination qui lui parviendrait après ce moment, mais avant le prononcé du jugement, devrait de façon générale être écartée du dossier au motif de tardiveté (arrêt du Tribunal fédéral 5A_155/2013 du 17 avril 2013 consid. 1.4).

E. 1.3.2

En l'espèce, les parties ont eu l'occasion de s'exprimer dans le cadre de leurs écritures d'appel et de réponse, de réplique et duplique. L'appelant s'est ensuite déterminé sur la duplique de l'intimée le 18 février 2015, soit moins de 20 jours après que l'écriture de son adverse partie lui ait été communiquée par pli du

E. 1.4

La Cour revoit la cause en fait et en droit avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC).

E. 1.5

La cause est soumise à la procédure ordinaire et à la maxime des débats, laquelle implique, pour les parties, l'obligation d'alléguer les faits à l'appui de leurs prétentions et d'offrir les preuves permettant d'établir ces faits (art. 219 et 55 CPC).

- 7/13 -

C/20866/2013

E. 2

L'appelant reproche au premier juge de s'être déclaré compétent à raison du lieu pour connaître de la présente cause.

E. 2.1

Les parties admettent, à juste titre, que le litige présente un élément d'extranéité compte tenu du domicile de l'appelant en France, et que le for doit dès lors être déterminé selon la Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano le 30 octobre 2007, entrée en vigueur en Suisse dans sa nouvelle teneur le 1er janvier 2011 et en France le 1er janvier 2010 (ci-après : CL ou Convention de Lugano).

Le Tribunal a admis sa compétence sur la base des clauses d'élection de for en faveur des tribunaux suisses contenues dans les documents contractuels liant les parties.

L'appelant estime que ces clauses ne peuvent déroger aux normes impératives de la Convention protégeant le consommateur en prévoyant un for au domicile de ce dernier. L'intimée conteste l'application de ces normes au cas d'espèce.

E. 2.2

La Convention de Lugano reconnaît une compétence exclusive aux tribunaux choisis par les parties dans le cadre de clauses de for. Elle prévoit par ailleurs des normes protectrices en matière de contrats conclus avec des consommateurs.

E. 2.2.1

Si les parties sont convenues de tribunaux pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, les tribunaux de cet Etat sont compétents; cette compétence est exclusive, sauf convention contraire des parties (art. 23 CL).

E. 2.2.2

L'action intentée contre le consommateur par l'autre partie au contrat ne peut être portée que devant les tribunaux du domicile du consommateur (art. 16 al. 2 CL). Cette disposition détermine la compétence des tribunaux en matière de contrat conclu par une personne, le consommateur, pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle, lorsque le contrat a été conclu avec une personne qui exerce des activités commerciales ou professionnelles dans l'Etat lié par la Convention sur le territoire duquel le consommateur a son domicile ou qui, par tout moyen, dirige ces activités vers cet Etat ou vers plusieurs Etats, dont cet Etat, et que le contrat entre dans le cadre de ces activités (art. 15 al. 1 let. c CL).

L'application de cette disposition présuppose un lien qualifié avec l'Etat du domicile du consommateur (Message du Conseil fédéral du 18 février 2009, FF 2009, p. 1512).

L'extension de la protection à tous les contrats conclus par les consommateurs et l'extension du for que cela entraîne ne seraient pas justifiées en l'absence de facteur rattachant l'autre partie contractante et l'Etat du domicile du consommateur; la convention exige par conséquent que les activités commerciales

- 8/13 -

C/20866/2013 ou professionnelles de la personne avec laquelle le consommateur conclut le contrat soient exercées dans l'Etat où le consommateur a son domicile, ou être dirigées vers cet Etat (Rapport explicatif du Conseil de l'Union européenne du

E. 2.3

En l'espèce, les parties sont liées par une relation de compte courant, contractée entre l'appelant, domicilié en France, en vue d'un usage non professionnel, et l'intimée, dont il est notoire qu'elle exerce ses activités commerciales tant en Suisse qu'à l'étranger, et notamment en France.

Ce n'est toutefois pas dans le cadre des activités commerciales exercées par la banque intimée en France que le contrat liant les parties a été conclu, puisque l'appelant, domicilié à _____ en France, s'est rendu dans les locaux de l'intimée à Genève pour ouvrir la relation bancaire litigieuse. Contracté auprès d'un établissement de l'intimée à Genève, sans aucun démarchage préalable du client à son domicile en France, la relation bancaire nouée par les parties ne présente aucun lien avec l'activité menée par l'intimée en France. Aucun élément au dossier ne permet ainsi de rattacher la relation bancaire contractée à la France. Il s'en suit que les conditions auxquelles la Convention de Lugano subordonne l'application des normes protectrices en faveur des consommateurs ne sont pas réalisées dans le cas d'espèce.

C'est en conséquence à juste titre que le Tribunal a reconnu sa compétence à raison du lieu fondée sur les clauses de prorogation de for en faveur des tribunaux genevois, adoptées par

les parties dans le cadre de leur relation contractuelle.

- 9/13 -

C/20866/2013 3. L'appelant fait grief au Tribunal d'avoir retenu que le solde de la relation de compte courant avait été tacitement reconnu.

3.1. Par le contrat de compte courant, les parties conviennent de compenser les différents articles de ce compte, soit les créances réciproques nées de leurs relations d'affaires à un moment donné – ce peut être périodiquement -, de sorte que l'excédent, après avoir été reconnu, confère une créance novée à l'ayant droit contre le débiteur (ENGEL, *Traité des obligations en droit suisse*, 1997, p. 774).

L'effet de la reconnaissance du solde du compte courant est la novation (art. 117 al. 2 CO). Les parties peuvent convenir d'une reconnaissance tacite du solde du compte (ATF 130 III 694 consid. 2.2.2). Elles peuvent convenir que le solde est réputé exact s'il n'a pas été contesté dans le délai convenu. En vertu des conditions générales, le silence du client peut être considéré comme une reconnaissance du solde (ACJC/623/2008 du 16 mai 2008; ENGEL, *op. cit.*, p. 775; GUGGENHEIM, *Les contrats de la pratique bancaire suisse*, 2014, p. 561; PIOTET, in *Commentaire romand, Code des obligations I*, 2012, n. 16 ad art. 117).

La partie créancière peut alors se prévaloir de la reconnaissance de ce solde pour agir en justice sans devoir démontrer l'existence des créances. La novation ne signifie en revanche pas que l'exactitude du solde ne peut plus être contestée: d'avoir reconnu le solde du compte courant n'empêche pas une partie de remettre en discussion un article inscrit ou omis par erreur. La reconnaissance du solde ne fait pas disparaître les créances qui pouvaient exister et n'ont pas été portées en compte par erreur. Si une partie entend contester l'exactitude du solde reconnu, il lui incombe d'en prouver l'inexactitude (ATF 104 II 190 consid. 3a).

3.2. En l'espèce, le Tribunal a retenu que l'appelant avait certes contesté les transactions effectuées dans le cadre de l'acquisition des titres C_____, mais que le rejet de son action en responsabilité dirigée contre la banque ne lui avait pas permis de démontrer l'inexactitude des écritures portées au compte courant. Il a considéré que le découvert résultant des relevés trimestriels établis par l'intimée avait été reconnu par l'appelant, dans la mesure où ce dernier n'avait allégué ni établi s'être opposé aux relevés qui lui avaient été régulièrement communiqués, et que les parties étaient convenues de ce qu'une telle absence de contestation valait reconnaissance du solde.

3.3. L'appelant fait encore grief au premier juge d'avoir retenu qu'il ne s'était pas opposé aux relevés qui lui avaient été adressés entre le 1er juillet 2006 et le 31 mars 2009.

3.3.1 En vertu de la maxime des débats, il appartient aux parties d'alléguer les faits sur lesquels elles fondent leurs prétentions, mais également de contester les faits allégués par leur partie adverse, sans quoi ils seront tenus pour établis. Le juge doit ainsi reprendre dans son jugement les faits allégués qui n'ont pas été

- 10/13 -

C/20866/2013 contestés (art. 55 al. 1 et 150 al. 1 CPC; HURNI, *Zivilprozessrecht, Berner Kommentar*, n. 8-11 ad art. 55).

3.3.2 Il est en l'occurrence admis que l'appelant a contesté en août 2006 l'écriture opérée par la banque le 28 juillet 2006, portant un montant de 360'000 USD au débit du compte courant en relation avec les investissements C_____. L'inexactitude de cette écriture n'a

toutefois pas été démontrée par l'appelant, puisque la procédure qu'il avait engagée contre l'intimée en 2008 fait ressortir que la banque n'avait pas manqué à ses obligations et qu'elle n'avait pas engagé sa responsabilité dans le cadre de ces transactions. L'issue de cette procédure confirme ainsi le bien-fondé de l'écriture litigieuse passée par la banque, de sorte que le solde de la relation de compte courant faisant suite à l'écriture litigieuse ne contient pas d'inexactitude à cet égard.

S'agissant par ailleurs des relevés communiqués à l'appelant par la suite, l'intimée a allégué dans sa demande introductive d'instance que l'appelant ne s'était pas opposé à ces extraits. Dans sa réponse, l'appelant n'a pas contesté les faits ainsi allégués, ni n'a invoqué ou établi s'être opposé à ces relevés ou aux soldes qu'ils contenaient.

Compte tenu de la maxime des débats applicable à la présente procédure, le Tribunal a constaté les faits de manière conforme en retenant les faits allégués et non contestés comme établis.

3.4. L'appelant reproche en outre au premier juge d'avoir prêté une portée juridique à la clause de non-contestation contenue dans les conditions générales, arguant de ce qu'elles ne lui étaient pas applicables, faute pour l'intimée d'avoir démontré qu'elles avaient été incorporées à la relation contractuelle.

3.4.1 Le contrat est parfait lorsque les parties ont, réciproquement et d'une manière concordante, manifesté leur volonté (art. 1 al. 1 CO). Celui qui signe un texte comportant une référence expresse à des annexes ou à des conditions générales est lié au même titre que celui qui appose sa signature sur le texte même des annexes ou des conditions générales (ATF 108 II 416 consid. 1b).

3.4.2 Il résulte en l'espèce des faits allégués par l'intimée, non contestés par l'appelant dans son écriture de réponse, que le document de base relation de compte/dépôt signé par les parties prévoit que les conditions générales s'appliquent à la relation de compte ouverte. Le premier juge a ainsi correctement appliqué les règles de preuve résultant de la maxime des débats en tenant pour établi le fait que les parties avaient intégré ces conditions générales à leur convention. Cette incorporation des conditions générales à la convention liant les parties résulte au demeurant des documents bancaires signés par l'appelant et figurant au dossier soumis à la Cour. Aucun autre élément au dossier n'apparaît enfin de nature à faire obstacle à la validité de ces clauses, de sorte que c'est à

- 11/13 -

C/20866/2013 juste titre que le Tribunal a retenu que les conditions générales intégrées par les parties à leur relation contractuelle liaient ces dernières.

3.5. L'ensemble de ces éléments conduit à retenir que le relevé trimestriel de compte courant comportant les investissements C_____ en juillet 2006 ne contenait pas d'inexactitude de nature à remettre en cause le solde résultant de la relation de compte courant. En outre, dans la mesure où il n'a pas été démontré que l'appelant se soit opposé aux extraits et relevés qui lui ont par la suite été communiqués par la banque, le solde établi trimestriellement dans le cadre de ces extraits a été reconnu par le client, en application de la clause adoptée par les parties, selon laquelle l'absence de contestation valait reconnaissance tacite du solde. En vertu de la novation qu'entraîne cette reconnaissance, l'intimée est ainsi en droit, sur cette seule base, de faire valoir sa prétention en paiement du découvert résultant de la relation de compte courant.

C'est dès lors à juste titre que le Tribunal a admis l'existence de la créance invoquée à ce titre par l'intimée, de sorte que les griefs tirés de la constatation inexacte des faits concernant l'opposition formée aux extraits de compte, ainsi que de la portée juridique des clauses contractuelles, sont infondés. 4. L'appelant soutient que la dette litigieuse a été éteinte en raison d'un accord tacite de remise de dette, qu'il déduit du fait que l'intimée n'a fait valoir aucune créance dans le cadre de la procédure qu'il avait initiée en mai 2008, et qu'elle a laissé s'écouler quatre ans avant d'agir en exécution de sa créance.

L'intimée conteste toute volonté de sa part d'avoir renoncé à sa créance à l'égard de l'appelant.

4.1. La remise conventionnelle de dette est un contrat qui a pour objet l'extinction, totale ou partielle, d'une créance (PIOTET, op. cit., n. 2 ad art. 115). Il n'est besoin d'aucune forme spéciale pour annuler ou réduire conventionnellement une créance, lors même que, d'après la loi ou la volonté des parties, l'obligation n'a pu prendre naissance que sous certaines conditions de forme (art. 115 CO). La remise de dette peut ainsi résulter d'actes concluants; elle ne doit en revanche pas être admise aisément : la simple passivité du créancier ne suffit pas en soi à admettre l'existence d'une volonté de remettre la dette (PIOTET, op. cit., n. 22 ad art. 115).

4.2. Il n'est en l'espèce pas contesté que dans le cadre de la procédure en responsabilité engagée par l'appelant à l'encontre de la banque intimée en mai 2008, cette dernière n'a pas pris de conclusions en paiement du découvert résultant de la relation de compte courant liant les parties, et qu'elle a laissé s'écouler du temps avant d'agir en exécution de sa créance. Ces éléments ne suffisent toutefois pas à retenir que les parties se soient entendues sur l'extinction de la dette litigieuse, dans la mesure où aucune volonté de l'intimée en ce sens ne peut être déduite de ces circonstances. L'appelant ne pouvait par ailleurs, compte tenu des

- 12/13 -

C/20866/2013 extraits de comptes qui lui ont été communiqués, de la nature commerciale des activités exercées par l'intimée et enfin des mises en demeure qui lui avaient été adressées, considérer l'inaction de la banque comme une volonté de remettre sa dette.

Sa dette à l'égard de la banque n'est ainsi pas éteinte, faute de remise de dette convenue par les parties.

En définitive, les griefs invoqués par l'appelant sont infondés, de sorte que le jugement entrepris sera confirmé. 5. Les frais judiciaires d'appel seront arrêtés à 4'000 fr., et compensés avec l'avance de frais versée par l'appelant, qui restera acquise à l'Etat de Genève (art. 95, 96 et 111 al. 1 CPC; art. 17 et 35 RTFMC). Ils seront mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC).

Les dépens dus par l'appelant (art. 95 et 106 al. 1 CPC) seront fixés à 3'500 fr., débours et TVA compris (art. 84, 85 et 90 RTFMC). * * * * *

- 13/13 -

C/20866/2013 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté par A_____ contre le jugement JTPI/7409/2014 rendu le 12 juin 2014 par le Tribunal de première instance dans la cause C/20866/2013-6. Au fond : Confirme ce jugement. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais

judiciaires d'appel à 4'000 fr., les met à la charge de A_____ et les compense avec l'avance de frais, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Condamne A_____ à verser à B_____ la somme de 3'500 fr. à titre de dépens d'appel. Siégeant : Madame Florence KRAUSKOPF, présidente; Monsieur Ivo BUETTI et Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, juges; Madame Marie NIERMARÉCHAL, greffière.

La présidente : Florence KRAUSKOPF

La greffière : Marie NIERMARÉCHAL

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

E. 6

octobre 2009 sur la Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Lugano le 30 octobre 2007, p. 62 et 63). Sont considérées comme des activités dirigées vers l'état du domicile du consommateur notamment les opérations publicitaires classiques comme les annonces par voie d'affichage, de presse ou le démarchage par téléphone, les offres faites par internet; dans tous les cas, une activité de prospection du marché est nécessaire (ROMY, Les contrats de services financiers comme contrats de consommation, for et droit applicable, in Journée 2010 de droit bancaire et financier, p. 31).

Il ne suffit pas qu'une entreprise dirige ses activités vers l'État membre du domicile du consommateur, ou vers plusieurs États dont cet État membre : il faut encore qu'un contrat ait été conclu dans le cadre de ces activités. Ainsi, le simple fait qu'un site Internet soit accessible ne conduit pas à l'application de l'article 15; encore faut-il que ce site Internet invite à la conclusion de contrats à distance et qu'un contrat ait effectivement été conclu à distance, par tout moyen (Rapport explicatif précité, p. 63).

Sous l'angle de cette convention, le contrat de compte courant, et la limite de crédit octroyée dans ce cadre est considéré comme un contrat de consommation (ATF 133 III 295 consid. 8.2).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.